



SÉRIE AMÉRICAINE ÉLECTIONS 2020

Par son impact sur le reste du monde autant que par ses incertitudes, l'élection présidentielle américaine va retenir notre attention durant les semaines qui viennent. Terra Nova se met à l'heure américaine en publiant des contributions venant d'horizons variés, avec pour objectif de multiplier les éclairages sur une élection atypique. Sans illustrer une position collective de Terra Nova, les textes du présent cycle viseront à mieux comprendre les impacts multiples de ce vote aux Etats-Unis et au-delà.

BIG TECH ET POLITIQUE : INFLUENCE AUSSI VOULUE QU'INÉVITABLE

3 novembre 2020 | Par Francis Pisani, essayiste, conférencier, journaliste.
Spécialiste de l'innovation et des transformations urbaines

Grandes et petites, installées dans la Silicon Valley ou à Seattle, les entreprises de technologies américaines prospèrent fantastiquement à l'abri de deux hypocrisies si énormes qu'elles deviennent parfois des mensonges : la prétendue non-intervention de l'État et l'apparent désintérêt pour la politique. Il serait dangereux de se laisser abuser au moment de cette élection présidentielle historique. Mark Andreessen, développeur de talent devenu l'un des investisseurs les plus puissants du monde des technologies de l'information nous avait annoncé en 2011 que «*le software est en train de manger le monde*»^[1]. Tout indique, aujourd'hui que l'appétit se porte sur Washington.

L'omniprésence de l'État a été largement documentée par l'Italo-Américaine Mariana Mazzucato, professeure au University College de Londres, dans son livre *The Entrepreneurial State : debunking public vs. private sector myths*^[2] (Anthem 2013, traduit en près de dix langues, pas en français).

[1] <https://a16z.com/2011/08/20/why-software-is-eating-the-world/>

[2] <https://marianamazzucato.com/entrepreneurial-state/>

Implacable démonstration sur les multiples financements publics tout au long de l'histoire de ce territoire sur lequel se joue depuis plus de soixante-dix ans une nouvelle ruée vers l'or. L'appât du gain demeure avec une toute autre mentalité puisque « *le secteur privé ne trouve le courage d'investir qu'après qu'un État entrepreneur a fait les investissements à haut risques.* » Je peux l'illustrer par une anecdote personnelle. Quelque part au milieu des années 2000, alors que je donnais des cours comme *Lecturer* à l'école de journalisme voisine, j'ai rendu visite à un professeur ami dont le bureau se trouvait au sommet du Computer Science Building de l'Université de Berkeley connue pour son rôle essentiel dans le développement des recherches en informatique ayant contribué au décollage de la Vallée, à côté de celle de Stanford, plus portée sur le business.

Il m'a proposé de descendre à pied pour me montrer, à chaque étage, certains des projets sur lesquels travaillaient ses étudiants. Voyage éclair dans un futur fourmillant d'innovations stupéfiantes dont, notamment, un drone imitant les battements d'ailes d'un coléoptère pour le rendre à la fois plus trompeur et plus efficace. Tous ceux à qui j'ai demandé d'où venait leur financement m'ont répondu le devoir à des *grants* (subventions), généreusement fournies par le Pentagone ou la CIA. Rappel concret de l'intérêt constant de l'appareil militaire états-unien pour la technologie de pointe auquel nous devons, entre autres, l'internet et le développement des véhicules autonomes. L'État est bien omniprésent mais, plutôt que de se contenter de financer les innovations en donnant des ordres à des laboratoires fermés, il fixe publiquement des objectifs pouvant paraître inatteignables – les robots liquides^[3] par exemple – et distribue assez libéralement son argent en mesurant le résultat sans imposer le chemin.

La seconde hypocrisie - le désintérêt pour la politique - est en train de voler en éclat sous nos yeux. Alphabet, Amazon, Apple et Facebook ou AAAF n'ont jamais gagné autant d'argent et ne se sont jamais autant intéressées au pouvoir tel qu'il fonctionne à Washington. On en trouve un premier indice dans le fait qu'elles n'hésitent pas à s'adjoindre des personnalités politiques de poids. Depuis 2005 Google a engagé près de 200 agents fédéraux^[4] - rien d'exceptionnel dans ce milieu - alors que d'autres passent du privé au public par le mécanisme bien connu de la « *porte tournante* ».

[3] <https://www.nextgov.com/emerging-tech/2020/05/darpa-funds-earthworm-inspired-soft-robot-rapidly-dig-military-tunnels/165655/>

[4] <https://ksr.hkspublications.org/2020/02/18/taming-tech-giants-requires-fixing-the-revolving-door/>

Mais la preuve la plus sérieuse nous est fournie par les sommes considérables mobilisées pour se faire entendre directement à Washington. Prudente à ses débuts, la Big Tech met désormais le paquet. Au cours des 12 mois précédents le 30 juin 2020 (fin de l'année fiscale pour beaucoup d'entre elles) Facebook a pratiquement doublé ses dépenses dans ce domaine par rapport à 2015, passant de 9,9 millions de dollars à 19,3 millions. Amazon est passée de 9,4 à 17,8 millions de dollars pendant la même période. En un an, les AAAF ont dépensé un total combiné de 54,5 millions de dollars. 500 fois plus qu'en 2010[5]. En 2019, leurs contributions aux coffres des lobbyistes avaient augmenté de 14,7% par rapport à 2018 alors que le reste du monde des affaires ne voyait ses contributions augmenter que de 4,5%[6].

Les craintes accrues du public face à leur puissance, le ressentiment face aux menaces sur la vie privée, les prolégomènes d'action du Congrès pour réduire leurs pratiques monopolistiques, font qu'elles ne manquent pas de bonnes raisons pour investir Washington. Mais qu'on ne dise pas qu'elles ne s'intéressent pas à la politique.

Que les dirigeants ou les employés acceptent d'en parler ou pas, qu'ils le veuillent ou non, leurs entreprises interviennent dans le jeu démocratique, notamment en cette période électorale. C'est ce que révèle un podcast du *New York Times* du 24 octobre[7]. Kevin Roose, correspondant du journal à San Francisco et spécialiste de la question, y explique les réactions de YouTube, Facebook et Twitter à la diffusion sur leurs plateformes respective d'un article du *New York Post* mettant en cause le fils du candidat démocrate, sur la base de mails hackés dans des conditions peu claires. La première a laissé circuler l'info sans rien faire. La seconde a réduit la vitesse de propagation de l'histoire par ses algorithmes et la troisième l'a carrément bloquée, « l'option nucléaire » selon Roose. L'enjeu était de ne pas tomber dans les erreurs commises lors de la campagne de 2016 et de ne pas faciliter la circulation d'une information non vérifiée, peut-être manipulée et intervenant dans les derniers jours de la campagne pour bouleverser le jeu politique. Depuis quatre ans, les trois plateformes consacrent beaucoup d'argent à tenter d'éviter de tomber dans un tel piège du fait de l'influence qu'elles ont, quelles que soient leurs actions. Ce faisant, elles ne peuvent échapper aux critiques, parfois violentes des deux camps.

[5] <http://statista.com/chart/18792/annual-lobbying-expenditures-of-major-tech-companies-in-the-us/>

[6] <https://fortune.com/longform/facebook-amazon-apple-tech-lobbying/>

[7] <https://www.nytimes.com/2020/10/21/podcasts/the-daily/hunter-biden-new-york-post-twitter-facebook.html>

Bien vue par la gauche, la position de Twitter a été l'objet d'attaques de la droite, notamment de Ted Cruz, sénateur Républicain du Texas pour qui il s'est agi d'un «*affront à la liberté d'expression*» et d'une «*interférence*» dans les élections «*Tout cela est très confus et se prête aux controverses*» ajoute Roose.

Ils s'intéressent à la politique

Que les grandes entreprises de la tech aient un impact sur le pouvoir, le jeu politique et les élections ne fait aucun doute. C'est en tous cas ce que pensent entre 72% et 85% des Américains selon différentes études[8]. Dirigeants et employés s'en soucient et prennent position sur le sujet de façon croissante depuis des mois. Des salariés de Google, Amazon et Microsoft ont protesté publiquement contre les pratiques de leurs entreprises sur des questions allant de l'éthique de l'intelligence artificielle à la crise climatique en passant par l'immigration, sans oublier certains contrats d'armement avec le Pentagone[9]. Et, contrairement à ce que nous avons tendance à croire, les créateurs et salariés de start-ups participent eux aussi au débat. Le co-fondateur de Soylent, une entreprise de boissons nourrissantes, s'est prononcé sur le blog de la compagnie en faveur du candidat et rappeur Kanye West par « *dégoût de la politique.* » Le patron d'Extensify, une société de logiciels pour entreprises a envoyé à ses 10 millions de clients un appel urgent à voter pour Biden parce que « tout autre choix serait un vote contre la démocratie »[10]. Difficile de mettre plus brutalement les pieds dans l'arène électorale. Des positions qui ont suscité moult critiques mais qui démontrent l'engagement dans le jeu politique, comme l'illustrent les contributions des employés de la tech aux différents candidats. Les plus « à gauche » sont ceux de Netflix (98% aux Démocrates) alors que les plus équilibrés sont ceux de Qualcomm, entreprise de technologie mobile, qui répartissent leurs donations 50/50. Les plus impliqués sont ceux d'Alphabet (plus de 6M de dollars au total) et de Microsoft (plus de 4,5 M de dollars)[11]. Deux tiers des contributions des employés d'Oracle vont aux démocrates alors que les patrons de cette société soutiennent publiquement Trump. Tous votent aussi avec leur argent.

Il arrive en outre que les entreprises interviennent directement comme telles.

[8] <https://www.forbes.com/sites/alisondurkee/2020/07/29/as-tech-giants-face-congress-heres-what-americans-actually-think-of-big-tech/>

[9] <https://mashable.com/article/tech-workers-protest-2019/?europa=true>

[10] <https://www.nytimes.com/2020/10/28/technology/politics-tech-start-ups-culture-war.html>

[11] <https://www.cnbc.com/2020/07/02/most-liberal-tech-companies-ranked-by-employee-donations.html>

En Californie, Uber, Lyft et quelques autres ont versé 200 millions de dollars pour soutenir un référendum local^[12], un référendum local sur lequel les électeurs sont appelés à se prononcer en même temps qu'ils viennent voter pour l'élection présidentielle. S'il assiste il les exemptera d'une obligation de traiter leurs chauffeurs comme des employés. Pire : Uber a envoyé des messages à ses chauffeurs les obligeant à se prononcer pour le « oui ».^[13]

Pour ce qui est, le jeu politique ne se limite pas aux élections ni aux affrontements entre Républicains et Démocrates. Dans la Silicon Valley, on n'est jamais très loin d'une idéologie «libertarienne», parfois définie comme «*anarcho-capitaliste*» dans la mesure où elle prône la suppression totale de l'État. Larry Page, patron d'Alphabet, promeut le projet d'une île artificielle au large des côtes californiennes pour mieux échapper aux lois de l'État comme du gouvernement fédéral. En 2013, après s'être plaint de «*toutes ces choses réalisables mais qu'on ne peut pas réaliser parce qu'elles sont illégales*»^[14] il avait déclaré «*qu'en tant que technologues, nous devrions avoir des endroits sûrs où nous pouvons essayer de nouvelles choses et trouver des solutions : Quel est l'effet sur la société ? Quel est l'effet sur les gens ? Sans avoir à le déployer dans le monde normal.*» Plus ambitieux encore Elon Musk se propose d'aller s'installer sur Mars, vraiment loin de tout contrôle.

Mais le plus agité de tous ces très grands patrons de la Big Tech est clairement Peter Thiel, co-fondateur de PayPal avec Musk, un des premiers investisseurs dans Facebook et le financier de plusieurs référendums dans la ligne de la proposition 22, ainsi que d'opérations pour détruire des médias respectés dont il n'appréciait pas les révélations. Soutien déclaré de Trump il a contribué à la fondation du Seasteading Institute dans le but de créer des villes flottantes dotées « *d'un certain degré d'autonomie* », tout à fait dans la ligne de Musk et de Page. Il est moins une exception qu'on aimerait le croire. « *On dit souvent que Peter Thiel dénote dans le paysage de la Silicon Valley, mais c'est faux*», souligne Noam Cohen, auteur d'un livre sur la puissance politique de ce petit bout de terre. « *Peter Thiel, "c'est" la Silicon Valley. Ses idées sont largement partagées par ces gens que j'appelle les "know-it-alls" – ceux qui savent tout –, une poignée de personnes brillantes qui veulent prendre les décisions toutes seules, diriger le monde et remplacer toutes les institutions.* »^[15]

[12] <https://www.bloomberg.com/news/features/2020-10-29/uber-lyft-brace-for-california-prop-22-vote-result-on-contractors>

[13] https://en.wikipedia.org/wiki/2020_California_Proposition_22

[14] <https://www.pcworld.com/article/2038841/hello-larry-googles-page-on-negativity-laws-and-competitors.html?page=2>

[15] <https://usbeketrica.com/fr/article/peter-thiel-l-homme-qui-voulait-achever-la-democratie>

Des sommes d'argent fantasmagoriques

Qu'elles le veuillent ou non, les entreprises évoquées ici ont un pouvoir politique considérable auquel il devient urgent d'être attentif. La tendance dominante semble de limiter les craintes à l'impact des technologies qu'elles développent. C'est discutable à plein de points de vue, en raison, notamment des services qu'elles nous rendent. Mais comme le dit l'historien Melvin Kranzberg, elle ne sont « *ni bonnes, ni mauvaises, ni neutres* » [16] notion que nous avons bien du mal à intégrer... dans sa totalité.

Le problème n'est pas que technique. Les entreprises de la Big Tech disposent aujourd'hui de sommes d'argent fantasmagoriques qu'elles utilisent, sans vrai contrôle, pour devenir encore plus puissantes, comme le montre Shira Ovide dans le *New York Times* du 30 octobre [17]. On nous avait bien dit que certaines banques sont *too big to fail*, trop grosses pour qu'on les laisse se casser la figure. C'est encore pire aujourd'hui parce que l'informatique est le secteur américain le plus *successful*, la meilleure carte du pays pour maintenir sa puissance dans le monde de demain. Musk est tout aussi convaincu que Trump qu'il contribue à rendre *America Great Again*. Avec des arguments plus solides du fait des succès de ses entreprises innovantes comme Tesla et SpaceX par exemple.

Mais le pire dans tout cela c'est la volonté manifestée depuis plusieurs années d'intervenir directement dans le jeu politique comme le montrent les sommes croissantes consacrées au lobbying. Les sympathisants Démocrates semblent plus nombreux chez les employés. Mais l'idéologie libertarienne domine chez ceux qui décident et distribuent l'argent pour faire adopter les mesures qui correspondent à leurs affaires sans grand souci de la société [18]. Ces questions ancillaires pouvant être considérées comme réglées, ou en tous cas gérables, elles n'ont plus comme interlocuteurs que les États et leurs concurrents chinois. Ça fait longtemps que le consommateur, l'utilisateur n'est plus roi. Il a bel et bien été « mangé »... en hors d'œuvre.

[16] <https://www.technologystories.org/first-and-second-laws/>

[17] <https://www.nytimes.com/2020/10/30/technology/amazon-google-earnings.html>

[18] https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2020/10/30/le-trumpisme-opportuniste-d-elon-musk_6057912_4500055.html